

Date d'envoi de la convocation : 08 décembre 2017
Nombre de Membres du Bureau en exercice : 21
Nombre de Membres du Bureau présents : 19
Nombre de Procurations : 0
Nombre de Votants : 19
Rendu exécutoire par télétransmission en Préfecture le :

Présidence de : M. Alain SUGUENOT

Présents en tant que Vice-Présidents :

M. Jean-Luc BECQUET,
M. Jean-François CHAMPION,
Mme Claude CORON,
M. Xavier COSTE,
M. Sylvain JACOB,
M. Michel PICARD,
M. Michel QUINET,
M. Jean-Pierre REBOURGEON,
M. Gérard ROY,
M. Jean-Paul ROY,
M. Denis THOMAS.

Présents en tant que Membres du Bureau :

Mme Estelle BERNARD-BRUNAUD,
M. Pierre BROUANT,
M. Jean CHEVASSUT
M. Stéphane DAHLEN,
Mme Liliane JAILLET,
M. Vincent LUCOTTE,
M. Patrick MANIERE.

Ont donné pouvoir :

Absents-excusés :

Mme Sandrine ARRAULT.
M. Pierre BOLZE

Secrétaire de Séance :

M. Jean-François CHAMPION

Accusé de réception en préfecture
021-200006682-20171214-BU-17-370-DE
Date de télétransmission : 28/12/2017
Date de réception préfecture : 28/12/2017

DELIBERATION N° BU/17/370

ZA BEAUNE/VIGNOLES : AGREMENT DE CESSIION DE TERRAIN

M. QUINET, rapporteur, rappelle que depuis le 1^{er} janvier 2017, en application des articles 66 et 68 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe), la Communauté d'Agglomération est devenue compétente, en matière de développement économique, sur l'intégralité des zones d'activité économique du territoire communautaire.

Désormais, la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire relèvent de la compétence de la Communauté d'Agglomération, avec une disparition de l'intérêt communautaire préexistant.

Un comité de pilotage, composé d'élus communautaires, travaille depuis quelques mois sur le transfert de cette compétence « zone d'activité économique » et le Conseil Communautaire du 29 juin a délibéré sur le périmètre des zones à transférer à l'EPCI.

Par ailleurs, en application de l'article L 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, les conditions financières et patrimoniales du transfert de compétence sont déterminées au plus tard dans un délai d'un an suivant la date du transfert de compétence. Dans l'attente des décisions de la CLECT sur le transfert de charges, la Communauté d'Agglomération ne dispose donc pas des moyens pour exercer cette nouvelle compétence.

Pendant cette période transitoire d'un an, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les Communes demeurent propriétaires des zones et les cessions de terrains pour la commercialisation des activités leur incombent. Afin de sécuriser juridiquement ces cessions, il convient que la Communauté d'Agglomération approuve au préalable les conditions de vente des terrains.

Le SYMAB a créé et aménagé la zone d'activité dite « ZA BEAUNE/VIGNOLES » située sur ces deux communes.

La commercialisation de cette zone étant terminée, le SYMAB a rétrocédé les voies et espaces publics aux communes par acte authentique du 22 novembre 2016.

Par courrier du 6 juillet 2017, M. DUVERNOIS représentant la Coopérative Bourgogne du Sud, a informé la Commune de VIGNOLES de son intention, d'acquérir la partie de l'ancienne voie ferrée. Cette parcelle, située en bordure de son entreprise, est aujourd'hui désaffectée et représente une superficie de 1 729m².

Après délimitation par un géomètre expert, la parcelle créée, cadastrée AD 157 représente une superficie de 1 729 m² et la cession pourrait être réalisée, au prix de 20€/m² soit 34 580€.

**LE BUREAU DE COMMUNAUTE,
après en avoir délibéré,
à l'unanimité,**

- approuve la cession de la parcelle AD 157 située à VIGNOLES au profit de la Coopérative Bourgogne du Sud ou tout autre entité s'y substituant, par la commune de VIGNOLES,
- autorise le Président à signer tout document à intervenir.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que-dessus.

Pour extrait certifié conforme,
LE PRESIDENT
pour le PRESIDENT et par délégation
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Jean-François PONS



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de DIJON ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

